	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

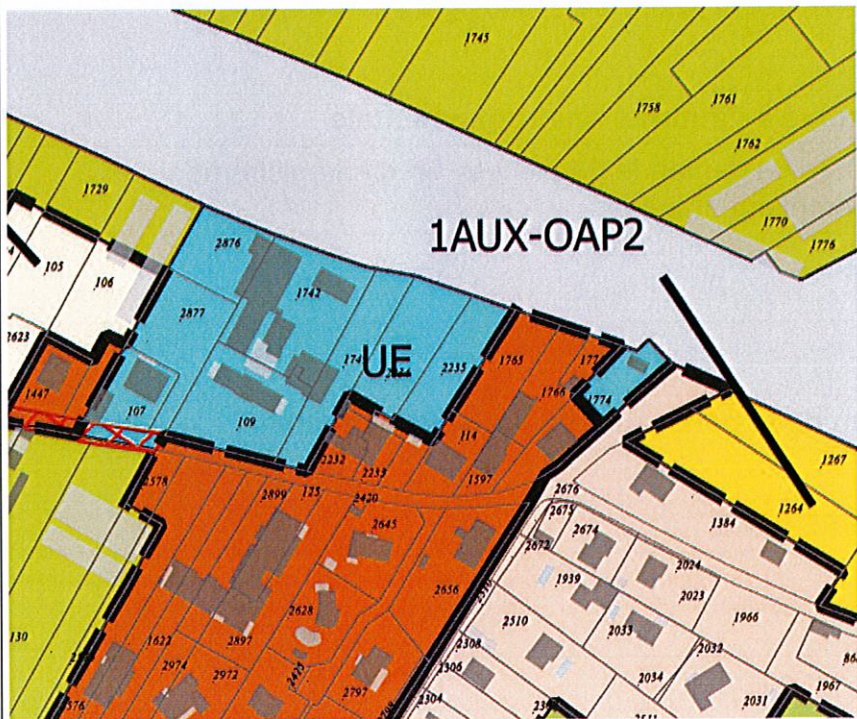
En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
COMMUNE D'ARTHAZ PONT-NOTRE-DAME
SIRET/SIREN
21740021700014
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
94, Route Pont-Notre-Dame – 74380 ARTHAZ Pont-Notre-Dame Tél. 04 50 36 01 78 – Courriel : urbanisme@arthazpnd.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Madame Régine MAYORAZ, Maire d'ARTHAZ PONT-NOTRE-DAME
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Mme Julie RUFFET : secrétaire générale de Mairie
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
94, Route Pont-Notre-Dame – 74380 ARTHAZ Pont-Notre-Dame Tél. 04 50 36 01 78 – Courriel : urbanisme@arthazpnd.fr

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Plan Local d'Urbanisme d'ARTHAZ PONT-NOTRE-DAME
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
PLU approuvé le 20 mars 2017. https://www.arthaz-pont-notre-dame.fr/plan-local-d-urbanisme-plu
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune d'ARTHAZ PONT-NOTRE-DAME
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Secteur du Centre bourg


3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT Arve et Salève Date d'approbation du SCoT : 17 Juin 2009 Ce SCoT est actuellement en cours d'intégration au sein du SCoT Cœur du Faucigny
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
20.03.2023
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas conduisant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Modification simplifiée n°1 et Modification n°1 du PLU
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Modification n°1 du PLU approuvée le 13 septembre 2022 La modification N°1 du PLU concerne les deux objectifs suivants :

1. D'une part modifier le règlement graphique et le règlement écrit pour supprimer une zone UE d'intérêt général et collectif et pour la remplacer par un secteur UX1 destiné à l'activité économique liée aux commerces dans le prolongement d'une zone UX déjà existante.
2. D'autre part, effectuer un toilettage du règlement écrit afin de préciser et compléter certaines règles dont la formulation méritait d'être clarifiée, ceci afin d'éviter d'éventuels contentieux.

Modification simplifiée n°1 du PLU approuvée le 6 juillet 2021.

Cette modification simplifiée N°1 porte à la fois sur la correction du règlement graphique et sur la correction du règlement écrit.

Concernant le règlement graphique, il sera créé un secteur Nel (Naturel équipements légers) en lieu et place de la zone N actuelle, jouxtant la zone Ue sur laquelle est implantée l'église.

Concernant le règlement écrit, il sera rajouté en article 2 un secteur Nel avec une règle idoine précisant la nature des équipements légers autorisés dans ce secteur.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification n°2 du PLU

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

1600 habitants en 2018

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	110,69	18,8%	idem	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
zones 1 AU	1,36	0,2%	idem	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

zones 2 AU	0	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	idem	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
zones A	239,19	40,5%	idem	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
zones N	239,06	40,5%	idem	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Total	590,03	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	idem	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

On rappellera que les grandes orientations du PADD du PLU d'ARTHAZ PONT-NOTRE-DAME sont les suivantes :

Axe I : Conforter la vie et l'animation du village

Axe II : Structurer et mieux valoriser de notre cadre de vie *Axe III : Maintenir et valoriser le potentiel économique local.*

Ces grandes orientations ont permis de décliner des enjeux thématiques ainsi que des orientations induites qui sont synthétisées dans les tableaux ci-dessous.

1.1 - LES ENJEUX THEMATIQUES

THEME	ENJEUX ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT OU DE PROTECTION	ORIENTATION INDUITE
DEMOGRAPHIE / LOGEMENTS	<p>Face à un territoire attractif, du fait notamment de sa proximité avec les agglomérations annemassienne et genevoise... et face à une croissance démographique contenue ces 20 dernières années du fait de l'absence de document d'urbanisme mais qui s'accélère depuis 2011, portée par l'arrivée de nouveaux habitants ...</p> <p>Face à un parc de logements qui progresse et se diversifie, mais ne suffit pas à répondre à la diversité des besoins des ménages, avec notamment, un marché de moins en moins accessible à la demande locale et des parcours résidentiels pénalisés ...</p> <p>Et pour répondre aux objectifs du SCoT et du PLH de la CCAS...</p> <p>... L'enjeu pour l'avenir consiste en accueil satisfaisant des populations futures qui suppose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une offre adaptée en équipements et services à la population. - Une diversification du parc de logements (types, statuts d'occupation...) permettant une dynamique démographique : <ul style="list-style-type: none"> - en mettant l'accent sur le développement du parc de logements aidés, en faveur de catégories de population qui, de plus en plus nombreuses, éprouvent des difficultés à se loger sur le marché "libre" (jeunes en début de parcours résidentiel, personnes âgées, personnes handicapées, ménages disposant de revenus modestes). - en concentrant cette offre au centre-village afin de renforcer son animation et réduire les déplacements. - Des logements de qualité (confortables, sains et intégrant les enjeux environnementaux et paysagers). - Un développement qui tienne compte des capacités d'accueil de la commune en termes de fonctionnement (réseaux...), d'espace (typologies de logements plus économes) et de paysage (par la bonne insertion des futures constructions). 	<p>I.1 : Renforcer l'attractivité et le cadre urbain du Chef-lieu</p> <p>I.2 : Veiller à un développement adapté au niveau d'équipement projeté, pour la qualité de vie des habitants</p> <p>I.3 : Programmer un développement démographique maîtrisé et qui profite de l'équilibre social et géographique de la population future</p> <p>AXES DU PADD DU SCoT CORRESPONDANT</p> <p>AXE I : Concevoir un territoire structuré</p> <p>AXE IV : Préserver une qualité de vie et un cadre de vie</p>

THEME	ENJEUX ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT OU DE PROTECTION	ORIENTATION INDUITE
DEPLACEMENTS	<p>Face à un trafic routier, au niveau de l'A40 et de l'axe structurant que constitue la RD1205, générateur de contraintes et de nuisances, face à des transports collectifs qui se structurent et se développent, mais qui sont encore loin de concurrencer l'usage préférentiel de la voiture individuelle et face à un accroissement des coûts de transports (carburant)...</p> <p>... La commune doit répondre à un enjeu global de sécurité, de confort et de diversification des déplacements, induisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un recentrage et un développement de l'urbanisation à envisagé prioritairement au centre-village et à proximité des arrêts de transports en commun existants (ligne régulières et transport scolaire). - Une limitation de l'extension linéaire de l'urbanisation le long du réseau routier principal. - Une réduction des "points noirs" identifiés (carrefours, itinéraires de déstagement, circulation piétonne...). - La recherche de continuité des liaisons piétonnes sécurisées, pour des déplacements piétons facilités et plus attractifs, en assurant prioritairement les liaisons entre les différents hameaux de la commune et le centre-village et vers les haltes de TC. - La préservation voire le développement des itinéraires pour les déplacements d'agrément. 	<p>I.1 : Renforcer l'attractivité et le cadre urbain du Chef-lieu</p> <p>I.2 : Veiller à un développement adapté au niveau d'équipement et projeté, pour la qualité de vie des habitants</p> <p>AXES DU PADD DU SCoT CORRESPONDANT</p> <p>AXE I : Concevoir un territoire structuré</p> <p>AXE III : Rendre le territoire accessible et mieux intégré à l'agglomération</p> <p>AXE IV : Préserver une qualité de vie et un cadre de vie</p>

THEME	ENJEUX ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT OU DE PROTECTION	ORIENTATION INDUITE
ACTIVITES ET EMPLOI	<p>Face à un phénomène de dépendance et de spécialisation territoriale des fonctions "habiter" et "travailler", à contenir dans une logique de réduction des déplacements, de dynamisme et d'animation...</p> <p>... Le développement de l'économie sur le territoire communal doit être envisagé sous un angle à la fois qualitatif et quantitatif, à concilier avec la fonction résidentielle dominante de la commune et la préservation des ressources.</p> <p>Et pour chacun des "piliers" de l'économie locale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Pour les activités artisanales, commerciales et de services</u> : concernant le renforcement de l'offre de proximité, leur accueil doit être envisagé en mixité avec le logement, principalement au cœur du centre-village, et pour les activités non compatibles avec l'habitat, le développement qualitatif du secteur "des Combes" est à envisager. - <u>Pour le développement touristique et des loisirs de proximité</u> : des potentialités à valoriser et redéployer, en agissant sur la préservation et la découverte du patrimoine et des espaces naturels, en encourageant au développement d'hébergements touristiques, mais aussi par une évolution qualitative des espaces urbains (en termes de structuration, d'insertion architecturale ...) ... - <u>Pour l'agriculture</u> : le maintien de l'activité agricole encore présente sur le territoire communal, par la préservation de ses outils de production (foncier, sièges d'exploitation, circulations) et en permettant sa diversification (hébergement, vente directe...). 	<p>III.1 : Maintenir la pérennité agricole sur la commune, fonction économique, et pe diversification</p> <p>III.2 : Permettre un développement adapté des activités artisanales, tertiaires, afin notamment de maintenir une certaine dynamique d'emploi sur la commune</p> <p>III.3 : Maintenir et valoriser les potentialités touristiques et de</p>
		<p>→ AXES DU PADD DU SCOT CORRESPONDANT</p> <p>AXE I : Concevoir un territoire structuré</p> <p>AXE II : Concevoir un projet propre au territoire</p>

THEME	ENJEUX ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT OU DE PROTECTION	ORIENTATION INDUITE
EQUIPEMENTS / RESEAUX SANITAIRES	<p>Face à un niveau d'équipement satisfaisant, servi par une politique foncière volontariste, mais confronté à des évolutions démographiques, sociétales et urbaines rapides, ainsi qu'à des exigences de plus en plus fortes en matière sanitaire (réseaux) et sociale (accessibilité)...</p> <p>... Concernant les équipements publics et collectifs :</p> <p>La gestion optimisée des équipements actuels et futurs induira des équipements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - suffisants et satisfaisants par rapport aux besoins, - bien desservis et accessibles au plus grand nombre, en particulier aux personnes à faible mobilité (jeunes, personnes âgées ou handicapées). - rentables, par rapport aux investissements et aux charges de fonctionnement. - qui concilient efficacité et proximité, et privilégient le statut intercommunal des équipements les plus structurants. <p>Un préalable indispensable : déterminer les localisations souhaitables pour les différents équipements publics, afin de permettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La maîtrise du foncier par la collectivité. - Une accessibilité aisée pour la population. - Et autant que possible, un renforcement de l'animation du centre de vie de la commune. <p>... Concernant la gestion de l'eau :</p> <p>La politique de gestion de l'eau doit être réfléchie de façon globale en considérant l'ensemble des enjeux : inondations, ressources en eau, milieux naturels...</p> <p>En matière de gestion des eaux usées, il conviendra d'assurer la cohérence entre les dispositions graphiques et réglementaires du PLU et le zonage de l'assainissement collectif et non collectif.</p> <p>Les dispositions doivent être renforcées en termes de gestion des eaux pluviales, dans un objectif notamment de prévention/réduction, induisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le maintien, dans leur état naturel, des milieux aquatiques (cours d'eau, zones humides), - Une limitation de l'imperméabilisation des sols et à contrario la mise en œuvre de dispositifs de rétention et/ou d'infiltration. 	<p>I.2 : Veiller à un développement adapté au niveau d'équipement et projeté, pour la qualité de vie des habitants</p> <p>II.1 : Identifier, préserver et valoriser nos ressources et nos espaces agricoles, ainsi que les fonctions écologiques du territoire</p> <p>II.3 : Favoriser un développement urbain plus durable par la réduction de son empreinte écologique et compte des risques</p>
		<p>→ AXES DU PADD DU SCOT CORRESPONDANT</p> <p>AXE I : Concevoir un territoire structuré</p> <p>→ AXE IV : Préserver une qualité et un cadre de vie</p>

THEME	ENJEUX ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT OU DE PROTECTION <i>Issus de l'Evaluation Environnementale</i>	ORIENTATION INDUITE
PAYSAGES / PATRIMOINE	<p>Face à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A une commune attractive, de par son appartenance à un bassin de vie dynamique, et de par la qualité du cadre de vie. - Un espace limité et contraint (relativement faible superficie communale, emprise importante des espaces agricoles et naturels à enjeux). - Un territoire qui se banalise, au risque de perdre son identité (accentuation du caractère résidentiel et péri-urbain, perte des traces et des valeurs de la ruralité, extension linéaire de l'urbanisation ...). - Une perte de lisibilité du centre-village, aujourd'hui rejoint par les secteurs pavillonnaires environnants. <p>Les enjeux pour la commune consistent à :</p> <p><u>Préserver les espaces ouverts, de "respiration", et clarifier les limites d'urbanisation ...</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - En procédant à un recentrage de l'urbanisation au centre-village. - En stoppant l'extension linéaire de l'urbanisation et en permettant une optimisation de l'usage de l'espace. - En soutenant l'activité agricole aussi pour sa fonction d'entretien des espaces "ouverts" du paysage communal et de maintien de la biodiversité. <p><u>Maîtriser l'évolution paysagère des espaces urbanisés ...</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - D'une manière générale par : <ul style="list-style-type: none"> - La bonne insertion architecturale et paysagère des constructions et le maintien du caractère ouvert des abords. - L'utilisation de typologie végétale vernaculaire, une limitation de l'artificialisation des sols et la pénétration de la nature en ville... - La préservation et la valorisation des éléments de patrimoine bâtis, - Et plus spécifiquement en poursuivant les réflexions engagées sur la structuration du cœur du centre-village visant à renforcer son caractère de "petite centralité", en termes de forme urbaine mais aussi de fonctionnalité. 	<p>I.1 : Renforcer l'attractivité et cadre urbain du Chef-lieu</p> <p>II.2 : Maîtriser l'évolution paysages et préserver encore rurale de la commune</p> <p>AXES DU PADD DU SCO CORRESPONDANT</p> <p>AXE IV : Préserver une qualité cadre de vie</p>

THEME	ENJEUX ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT OU DE PROTECTION <i>Issus de l'Evaluation Environnementale</i>	ORIENTATION INDUITE
ENVIRONNEMENT	<p>Face à des contraintes environnementales (risques, nuisances) et à des sensibilités patrimoniales diverses, les enjeux sont nombreux et portés par un grand nombre de textes, visant la sécurité et la salubrité publique (eau, air, bruit, rejets, déchets), l'environnement et le cadre de vie.</p> <p><u>Biodiversité et dynamique écologique :</u></p> <p>Préserver les espaces naturels riches en biodiversité pour leur rôle biologique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les zones humides. - Les cours d'eau de la commune et leurs boisements associés. - La trame agricole à caractère bocager comme habitat et comme support des déplacements de la faune. <p>Maîtriser l'enveloppe actuelle de l'urbanisation.</p> <p><u>L'eau :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le maintien, voire l'amélioration de la qualité des eaux superficielles, principalement la Menoge. - Le confortement des fonctionnalités naturelles et des milieux humides pour leur capacité d'épuration, de rétention.... <p><u>Sols et sous-sols :</u></p> <p>Prendre en compte le potentiel agronomique des sols et leur valeur « d'épuration » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Valeur d'usage agricole et enjeux de qualité des eaux, - Valeur d'usage du cadre paysager. <p><u>Energie et gaz à effet de serre :</u></p> <p>La promotion des énergies renouvelables.</p> <p>Le développement d'une politique globale d'économie d'énergie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une organisation du territoire pour favoriser la mixité des fonctions et les modes de déplacement doux. - Le développement de formes urbaines économes en énergie (volumes, matériaux et isolation, orientation, agencement...). 	<p>I.2 : Veiller à un développement adapté au niveau d'équipement et projeté, pour la qualité de vie des habitants</p> <p>II.1 : Identifier, préserver et valoriser nos ressources et nos espaces agricoles, ainsi que les fonctionnalités écologiques du territoire facteurs de biodiversité et de cadre de vie</p> <p>II.3 : Favoriser un développement plus durable par la réduction de l'empreinte écologique et le compte des risques</p> <p>AXES DU PADD DU SCO CORRESPONDANT</p> <p>AXE IV : Préserver une qualité cadre de vie</p>

THEME	ENJEUX ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT OU DE PROTECTION <i>Issus de l'Evaluation Environnementale</i>	ORIENTATION INDUITE
ENVIRONNEMENT	<p><u>Air et climat :</u></p> <p>La réduction à la source des rejets de composés polluants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation du territoire pour limiter les déplacements en voiture individuelle : mixité des fonctions, développement de modes de déplacements doux (piéton, vélo). - Le développement des transports en commun et d'alternatives au déplacement en voitures individuelles (TC, covoiturage, transport à la demande). - Progression de l'utilisation d'énergies renouvelables au détriment des énergies fossiles. <p><u>Déchets :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La réduction à la source de la production de déchets (enjeu de niveau national). - La valorisation matière et organique des déchets ménagers. <p><u>Bruit :</u></p> <p>La maîtrise de l'exposition au bruit des populations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une organisation du territoire favorable à la réduction des déplacements en voiture individuelle et le développement de modes de transports actifs (vélo, marche) ou partagés (transports en commun, covoiturage). - Formes urbaines permettant une meilleure isolation acoustique. <p><u>Risques naturels et technologiques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Une organisation du territoire de façon à ne pas augmenter le degré d'aléas et de risques. - La gestion raisonnée des eaux pluviales (rétention à la parcelle, infiltration) en préalable aux projets d'aménagements. - La gestion forestière : rôle de protection contre les risques de ravinement, instabilité de versant, avalanches et chute de blocs. - La préservation des espaces de liberté des cours d'eau. 	<p>I.2 : Veiller à un développement adapté au niveau d'équipement et projeté, pour la qualité de vie des habitants</p> <p>II.1 : Identifier, préserver et valoriser nos ressources et nos espaces agricoles, ainsi que les facteurs écologiques du territoire et les facteurs de biodiversité et de cadre de vie</p> <p>II.3 : Favoriser un développement plus durable par la réduction de l'empreinte écologique et la prise en compte des risques</p> <p>→ AXES DU PADD DU SCOT CORRESPONDANT</p> <p>AXE IV : Préserver une qualité de cadre de vie</p>

THEME	ENJEUX ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT OU DE PROTECTION <i>Issus de l'Evaluation Environnementale</i>	ORIENTATION INDUITE
ENVIRONNEMENT ET PAYSAGE	<p>A partir de l'ensemble de ces enjeux thématiques, et en fonction de plusieurs critères (Ecart aux objectifs réglementaires et aux ambitions politiques locales / Menaces d'évolution défavorable au "fil de l'eau" / Interaction avec les enjeux sociaux et économiques / Irréversibilité des incidences défavorables potentielles), une analyse transversale a permis de dégager 2 enjeux environnementaux au sens large, majeurs pour le territoire communal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La structuration des espaces bâtis, en lien avec la protection des populations vis-à-vis des nuisances, des risques et des économies d'énergie. - La préservation des milieux naturels et agricoles, garants de l'image rurale, supports de milieux patrimoniaux et de la dynamique écologique fonctionnelle du territoire. 	<p>I.2 : Veiller à un développement adapté au niveau d'équipement et projeté, pour la qualité de vie des habitants</p> <p>II.1 : Identifier, préserver et valoriser nos ressources et nos espaces agricoles, ainsi que les facteurs écologiques du territoire et les facteurs de biodiversité et de cadre de vie</p> <p>II.3 : Favoriser un développement plus durable par la réduction de l'empreinte écologique et la prise en compte des risques</p> <p>→ AXES DU PADD DU SCOT CORRESPONDANT</p> <p>AXE IV : Préserver une qualité de cadre de vie</p>

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La modification N°2 portera sur les 5 objets suivants.

1/- La modification de la zone UE située au centre du village

La zone UE du centre et qui supporte le bâtiment de la poste sera déclassée et reclassée en zone UHv afin de permettre la réalisation d'un programme de logements/commerces/services dans le centre du village.

Il s'agit d'un important projet qui permettra à la commune de revitaliser son centre bourg en le rendant attractif grâce, notamment, à la pluridisciplinarité des services apportées.

Ce classement sera par ailleurs cohérent avec la zone centrale voisine elle-même classée UHv.

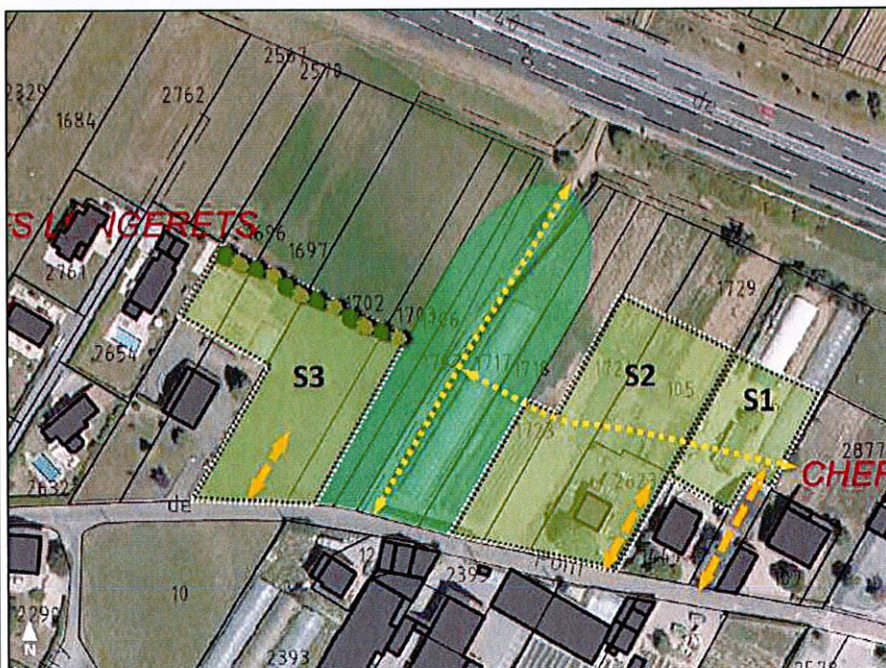
Enfin, cette modification sera justifiée à l'appui d'un projet d'aménagement du centre réalisé par le CAUE et qui sera annexé à la modification N°2.

2/ - La modification de l'OAP N°1

L'OAP N°1 prévoit l'urbanisation d'un secteur situé en zone 1UAHv, secteur divisé en deux parties puisque traversé par une noue paysagère à conserver et à aménager.

L'objectif de cette OAP consiste notamment à « *conforter le centre village par des modes d'urbanisation qui optimisent la consommation d'espace et structurent le secteur.* » comme à « *poursuivre la diversification de l'offre de logements, tout en favorisant la mixité sociale* », et également à « *contribuer au développement de l'armature des espaces publics et collectifs au centre-village.* »

Par ailleurs le périmètre concerné par l'OAP N°1 comprend trois sous-secteurs S1, S2 et S3, chaque secteur disposant de sa voie d'accès et de desserte.



A la réflexion, si les élus ne remettent pas en cause le principe d'aménagement de la zone et de ses 3 sous-secteurs, ils souhaitent néanmoins modifier certains principes d'aménagement et surtout étaler l'urbanisation dans le temps.

Ainsi le sous-secteur S1 deviendra le sous-secteur S2 et le sous-secteur S2 deviendra le sous-secteur S1.

Il sera précisé que le sous-secteur S2 ne pourra s'ouvrir à l'urbanisation qu'après l'aménagement complet du sous-secteur S1 et que le sous-secteur S3 ne pourra s'ouvrir à l'urbanisation qu'après l'aménagement complet du sous-secteur S2.

Par ailleurs, dans un souci de cohérence et pour limiter l'artificialisation du sol, les sous-secteurs S1 et S2 devront faire l'objet d'une seule et même desserte.

Enfin la noue paysagère sera conservée telle quelle avec les liaisons « modes doux », celles-ci demeurant pour lier les sous-secteurs S1 et S2 au centre village et à la zone UE où est située la mairie. Une liaison piétonne sera rajoutée pour relier le secteur S3 aux secteurs S1 et S2.

3/ - La modification de l'OAP N°2

Le PLU prévoit une zone d'activités économiques de quelques parcelles (dont deux grandes parcelles appartenant à la commune) située en continuité d'une zone d'habitation pavillonnaire et encadrée par deux routes et une autoroute.

Il ne peut s'agir que de quelques activités artisanales dans la mesure où les activités économiques sont de compétence communautaire.

Par ailleurs, il s'avère que la commune manque de places de stationnements et que ce secteur serait propice à recevoir ce type d'équipement public.

Si le règlement écrit prévoit bien que la zone 1AUX a vocation à être ouverte à l'urbanisation pour le développement d'activités artisanales, il précise qu'une mixité est possible avec l'implantation d'équipements publics ou d'intérêt général.

Néanmoins l'OAP N°2 concernant le périmètre de la zone 1AUX n'est pas aussi précise, notamment au niveau du chapitre relatif aux enjeux d'aménagement. Il conviendra d'étoffer ce chapitre pour bien souligner la vocation mixte de la zone (activités économiques et équipements publics) et non seulement les activités économiques.

Il conviendra également de modifier le schéma de principe (en page 13 des OAP), l'aire d'accueil et de stationnement proposée n'étant plus pertinente.

Il conviendra enfin de modifier les principes d'accès et desserte pour ne plus imposer le sens unique initialement prévu mais laisser le choix des accès en fonction des futurs aménagements.

4/ - Le reclassement d'une parcelle appartenant au domaine autoroutier que celui-ci rétrocède à la commune

Les autorités autoroutières proposent de rétrocéder à la commune une parcelle dont ils n'ont plus l'utilité.

Cette parcelle de 2 823 m² longe pour partie la zone UE du centre où est située l'école et pour une autre partie la zone UHv destinée à renforcer la multifonctionnalité du centre village.

Il conviendrait par conséquent de classer cette parcelle en zones UE et UHv, pour les parties les jouxtant.

5/ - La correction du règlement écrit en article 7 de la zone UH

L'article UH 7 précise la phrase suivante :

« Les piscines doivent respecter par rapport aux limites des propriétés voisines un recul minimum de 2 mètres. »

Or cette phrase est située à la fin du paragraphe relatif à la zone UH hors secteur UHv, soit un secteur spécifique de la zone UH.

Néanmoins cette règle doit pouvoir s'appliquer dans l'ensemble de la zone UH et non seulement à un sous-secteur de ladite zone.

Il conviendrait par conséquent d'insérer cette phrase dans la zone UH avant les règles spécifiques applicables aux 2 secteurs de la zone UH.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)			
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet			
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur			
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser les effets			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Champs courts de Nant/Nant Noord-ouest Menoge amont confluence Arve Pilly Sud/ dans une clairière. Le projet de Modification n°2 du PLU n'a pas d'incidence sur les corridors identifiés dans le PLU
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le SCoT Arve et Salève identifie les corridors écologiques du territoire. Le projet de Modification n°2 du PLU n'a pas d'incidence sur les corridors identifiés dans le PLU
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame est concernée par 6 zones réglementaires et d'inventaire naturalistes. C'est près de 35% du territoire communal qui est concerné par ce type de zonage. Ces zonages d'inventaire témoignent de la richesse écologique de certains secteurs du territoire. ZNIEFF de Type I : Fond de la Vallée de l'Arve et versant au sud-ouest d'Arthaz Friche à molinie sur argile des Crottes ZNIEFF de Type II : Ensemble fonctionnel de la rivière Arve et de ses annexes. Le projet de Modification n°2 du PLU n'a pas d'incidence sur ces éléments.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?

Annexe II

D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, précisez :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

<input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Arthaz-Pont-Notre-Dame	le,	23.05.2023
Nom	MAYORAZ	Prénom	Régine
Qualité	Maire		
Signature		